

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

Présentation du compte 2012 de l'Etat de Genève

Jeudi 11 avril 2013

www.ge.ch/finances



Conseil d'Etat

1. L'essentiel en bref

Premier déficit après six exercices bénéficiaires



Total des charges
- 8'891 millions

Total des revenus
+ 8'431 millions

Résultat de fonctionnement
- 460 millions

Investissements nets
+ 676 millions (record)

Réserve conjoncturelle
après déduction du déficit 2012
+ 582 millions

Impact de divers éléments extraordinaires

Élément non récurrent détériorant le résultat:

- Provision pour recapitaliser la CIA

- 763 millions

Éléments non récurrents améliorant le résultat:

- Revenu extraordinaire suite au règlement du litige avec Ernst & Young (ex-réviseur BCGE)
- Nouvelle méthode de calcul des provisions sur créances fiscales douteuses
- Révision du système des "reliquats" d'impôts pour améliorer la qualité des prévisions:

+ 85 millions

+ 150 millions

+ 180 millions

Non récurrent: provision extraordinaire pour recapitaliser la caisse CIA

- La loi instituant la caisse LCPEG (fusion CIA et CEH) a été acceptée par le peuple le 3 mars 2013
 - Le nouveau plan de financement conforme à la LPP doit permettre d'atteindre en 40 ans un taux de 80% de couverture des engagements envers les assurés
 - La CIA a cependant nécessité une recapitalisation immédiate pour atteindre la couverture obligatoire des engagements envers ses pensionnés
 - Une provision a été constituée à cette fin dans les comptes 2012
- **Impact sur les comptes 2012:**
charge non récurrente de -763 millions (constitution de provision)

Non récurrent: règlement du litige avec Ernst & Young

- Accord avec Ernst & Young, ancien réviseur de la BCGE
- Fin des procédures civile et pénale et dédommagement pour l'État

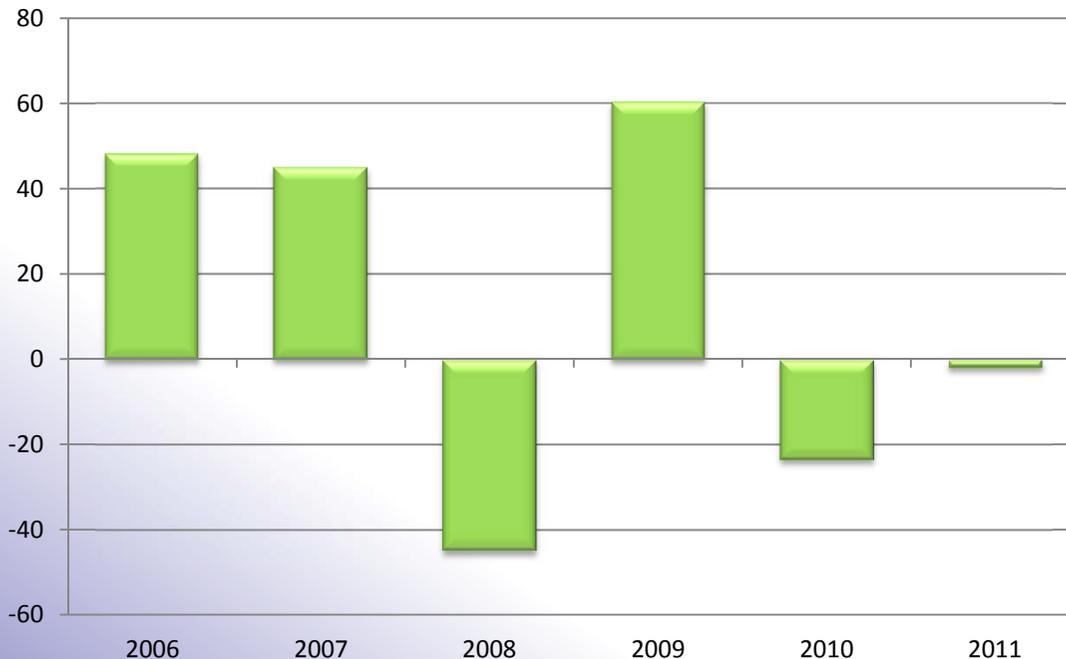
➤ **Impact sur les comptes 2012:**
revenu non récurrent de +85millions

Non récurrent: nouvelle méthode de calcul de la provision pour créances fiscales douteuses

- **Jusqu'en 2011** : calcul de la provision par un taux de perte statistique sans lien direct avec les débiteurs, fondé sur les irrécouvrables des 15 dernières années
 - **Nouvelle méthode** : issue de deux rapports d'expertise et soumise à l'ICF, fonde le calcul sur l'âge réel des créances fiscales
- **Impact sur les comptes 2012:**
revenu non récurrent de **+150 millions** (reprise de provision)

Non récurrent: révision du système des "reliquats" d'impôts

Evolution du "reliquat" tous impôts confondus



- Depuis 2001 (*postnumerando*) les revenus fiscaux doivent être **estimés** dans les comptes
- Il en découle chaque année des **correctifs** sur les estimations des années antérieures
- Après 2 ans de taxation pour les PM et 3 ans pour les PP, la **différence** entre les dossiers taxés et les dernières estimations est inscrite en tant que "**reliquats**"
- En réalité, la taxation complète s'étend sur une **durée plus longue**

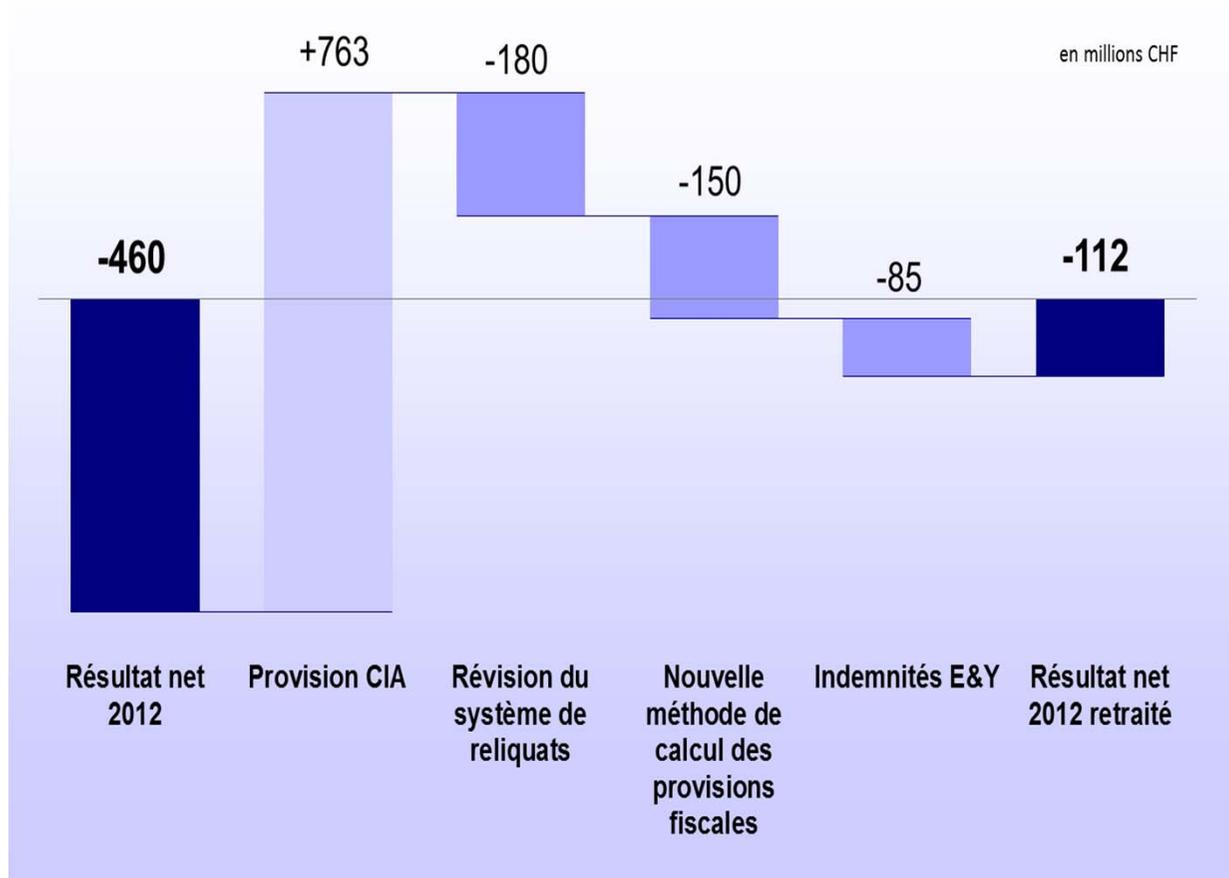
Lorsque les comptes sont proches de l'équilibre, le résultat peut basculer vers le positif ou le négatif uniquement par l'effet des reliquats. C'est un **risque important** compte tenu du frein à l'endettement

Non récurrent: révision du système des "reliquats" d'impôts

- La révision consiste à **allonger progressivement** la période des correctifs d'estimations
 - **Objectif**: limiter fortement les reliquats, **diminuer la volatilité des comptes** et **améliorer la qualité des prévisions**
 - **Comptes 2012**: allongement des correctifs d'estimation à 4 ans pour les PP et 3 ans pour les PM
 - **Comptes 2013**: allongement à 5 ans pour les PP et 4 ans pour les PM
 - **Comptes 2014**: période de 5 années estimées pour les PM et les PP
- **Impact sur les comptes 2012:**
revenu non récurrent de +180 millions (97 millions de plus qu'au budget)

Nette amélioration du résultat hors éléments extraordinaires

Résultat net 2012 retraité des éléments exceptionnels



- Hors éléments exceptionnels, le déficit est de **-112 millions**
- En 2011, le déficit hors éléments exceptionnels se situait à **-200 millions**
- L'amélioration résulte des fondamentaux économiques
- Elle revient aussi aux mesures issues du PFQ 2012-2015
- Dès 2013, ces mesures, complétées par celles du PB 2013, **améliorent le résultat annuel de 262 millions, dont 177 millions d'économies**

2. Conjoncture moins mauvaise que prévu

Relative stabilisation dans le monde

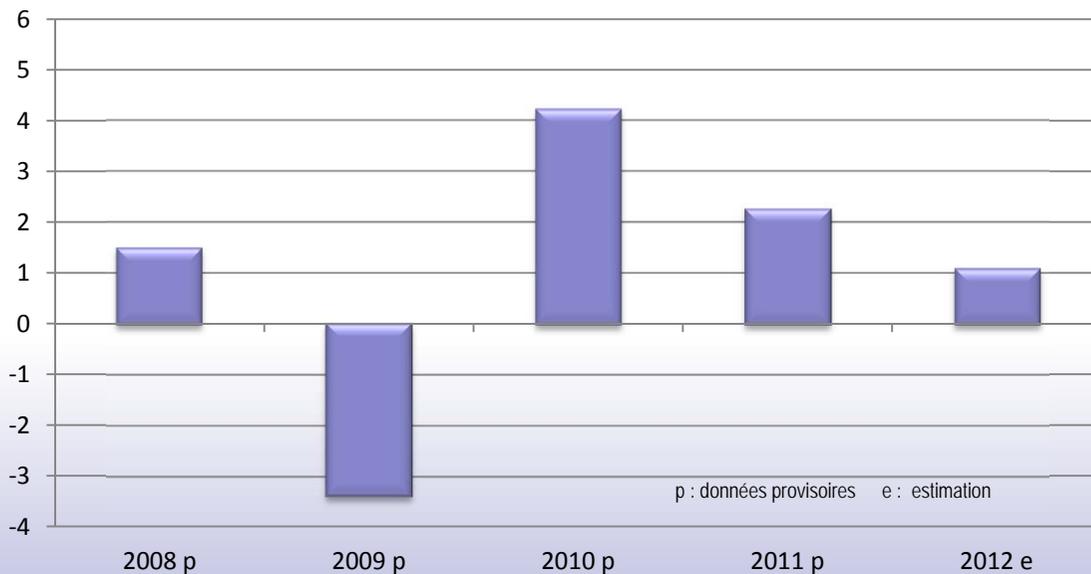
Indices suisses des actions : SPI et SMI, situation en fin de journée



- Éloignement des fortes menaces internationales qui régnaient au moment de l'adoption du budget 2012 (crise systémique, éclatement de la zone euro)
- Ralentissement moins important que redouté en Suisse et à Genève
- Remontée spectaculaire de la bourse suisse, après le plancher de l'été 2011

Résistance de l'économie suisse

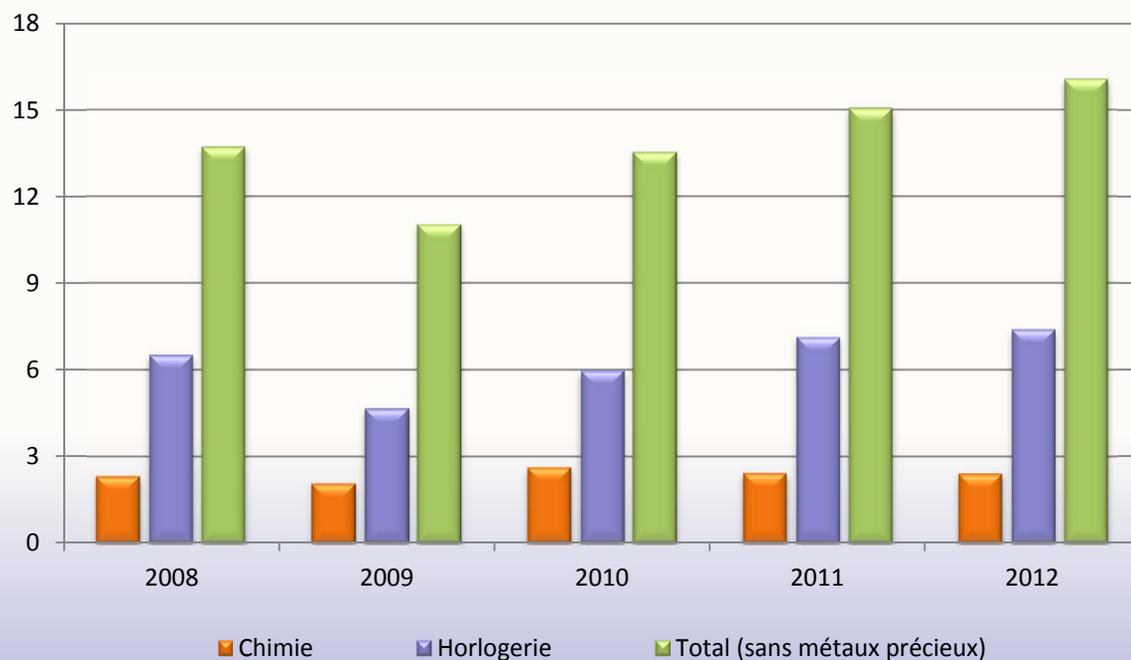
PIB du canton de Genève, variation annuelle réelle, en %



- **PIB national:** environ **+1%** en 2012 (+1,9% en 2011)
- Globalement, la demande intérieure robuste a compensé les difficultés de certains secteurs exportateurs
- **PIB cantonal:** environ **+1,1%** en 2012 (+2,3% en 2011)

Genève: résultats contrastés selon les branches

Exportations du canton de Genève, en milliard de francs



SECTEURS EXPORTATEURS

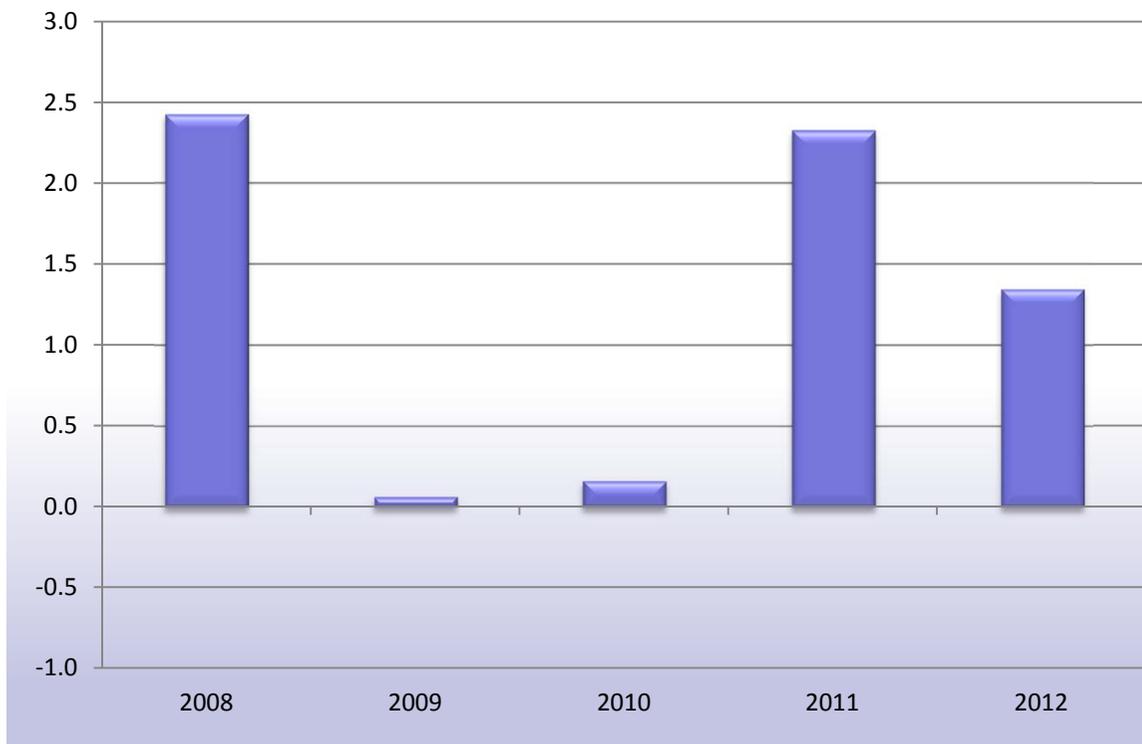
- **Horlogerie**: bonne résistance jusqu'au dernier trimestre
- **Chimie**: ralentissement à partir de l'été
- **Place financière**: activités stimulées par la reprise des marchés
- **Hôtellerie**: diminution de l'activité au 2^e semestre

ECONOMIE DOMESTIQUE

- Dynamisme des **services privés**
- Activité soutenue dans la **construction**
- Difficultés persistantes dans la **restauration** et le **commerce de détail**

Maintien de la croissance de l'emploi

Nombre d'emplois, variation annuelle moyenne, en %



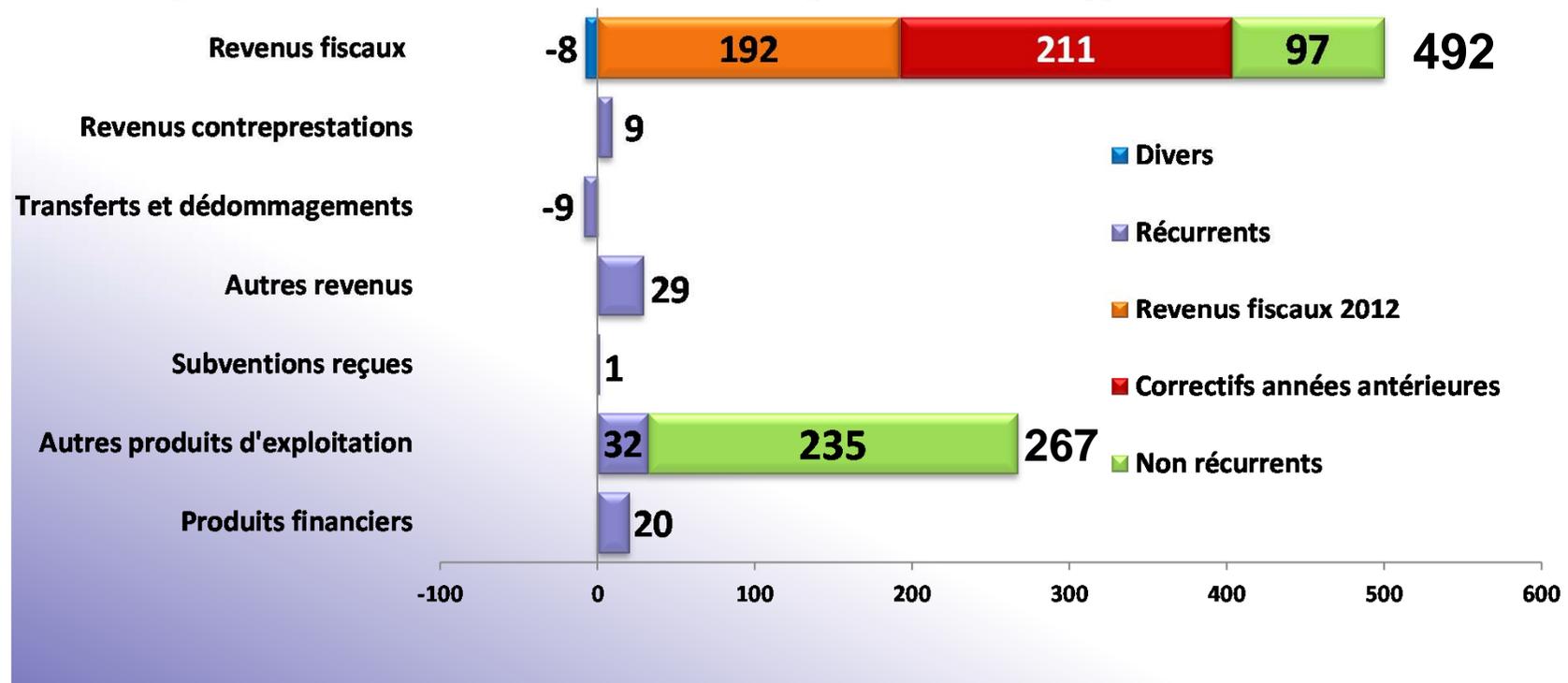
- **Emplois:** progression de 1,3% en 2012 (2,3% en 2011)
- **Chômage:** augmentation dès l'automne (4,7% en septembre 2012 et 5,5% en janvier 2013)
- **Masse salariale:** progression annuelle moyenne de 3,5% en termes réels

3. Forte progression des revenus

Augmentation globale des recettes

- Les recettes totales 2012 dépassent de **810 millions** les prévisions du budget
- La plus grosse part de l'écart provient des **revenus fiscaux: 492 millions**
- Les **autres produits d'exploitation** incluent les éléments non récurrents mentionnés (dédommagement Ernst & Young, provision sur créances fiscales douteuses)

Écarts pour les revenus entre les comptes et le budget voté



Impôt courant: effet de l'évolution conjoncturelle

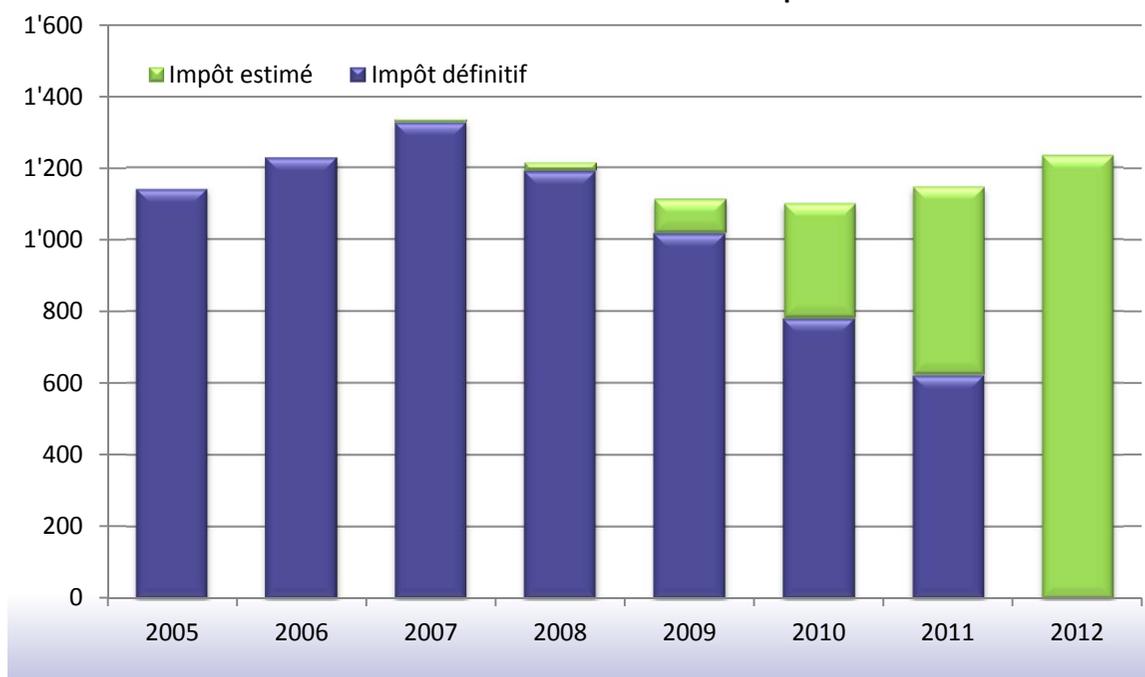
- **L'impôt courant** sur 2012 dépasse le budget à hauteur de **192 millions** (+3,3%)
- Ce dépassement résulte principalement de l'impôt des **personnes morales** (+112 millions, soit +9,9%)
- Les estimations fournies par les entreprises à l'époque de l'élaboration du budget se sont avérées **trop pessimistes**

L'impôt des personnes morales augmente pour la 2^e année consécutive après trois années de baisse (2008-2010)

- La part cantonale à l'IFD augmente de +26 millions (+7%) et les autres impôts de +13 millions (+2%)
- La progression de l'impôt des **personnes physiques** (+41 millions / +1,1%) résulte de l'avancement de la taxation

Personnes morales : très au-dessus des attentes

Évolution de l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales en restituant les correctifs aux années correspondantes

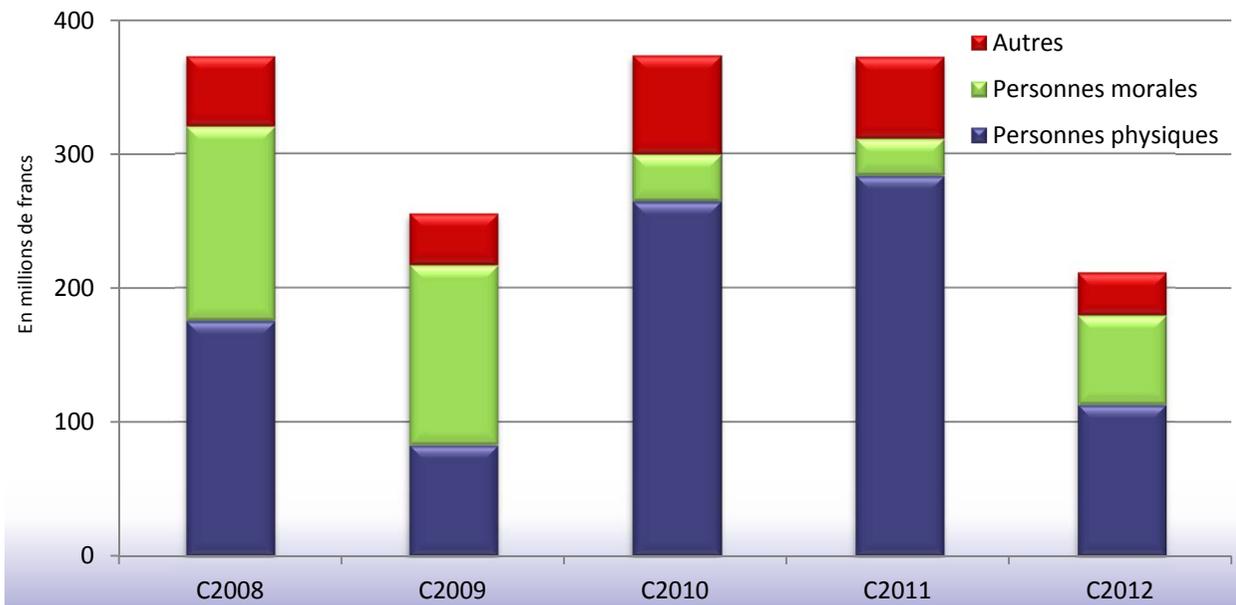


- En restituant les correctifs aux années correspondantes, l'impôt PM progresse de **+7,5%** en 2012
- Il recule de **-17,4%** entre 2007 et 2010
- Il progresse de **+12,1%** entre 2010 et 2012

Données basées sur les réponses des principales entreprises au questionnaire de janvier 2013

Correctifs d'impôts en baisse

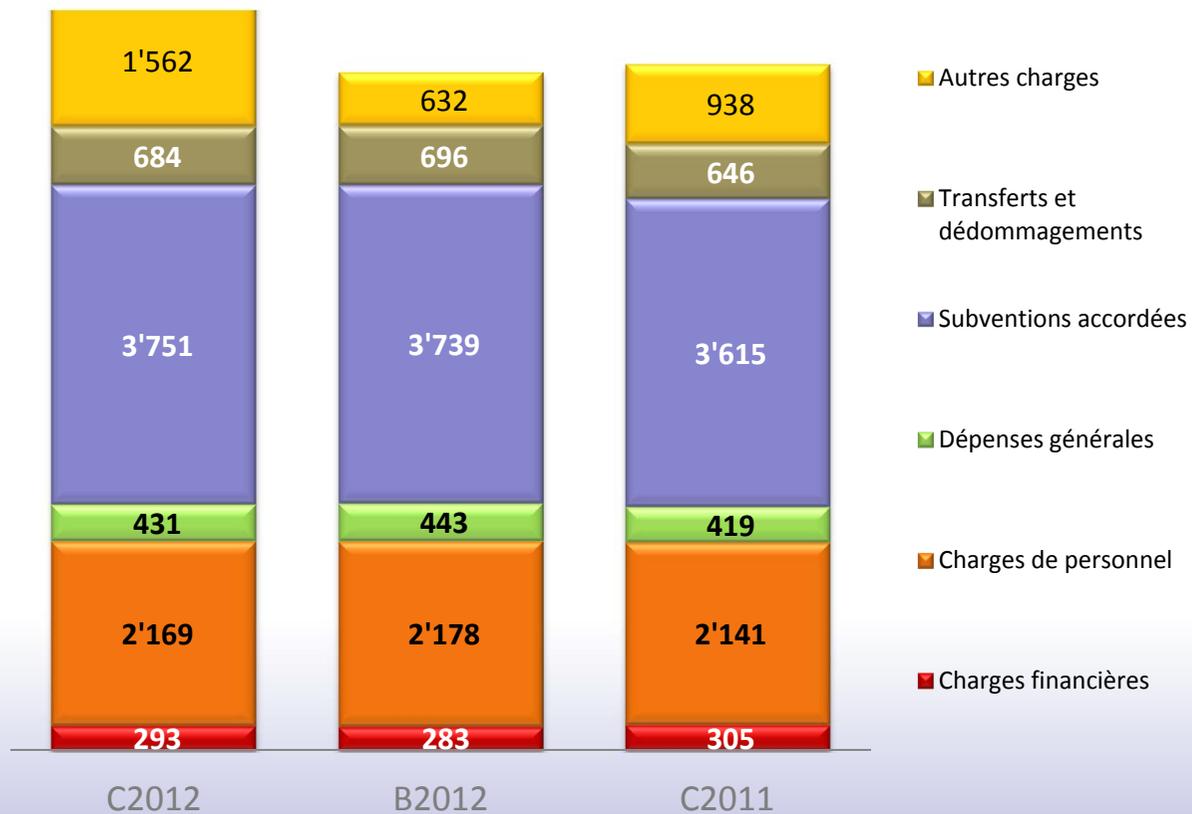
Correctifs d'estimation dans les comptes d'Etat 2008 à 2012
Impôt cantonal et part cantonale à l'IFD



- L'amélioration des méthodes d'estimation de l'impôt des PP permet de diminuer dans les comptes les correctifs d'impôts relatifs aux années antérieures
- Pour 2012, les correctifs se montent à **211 millions**

4. Excellente maîtrise des charges ordinaires

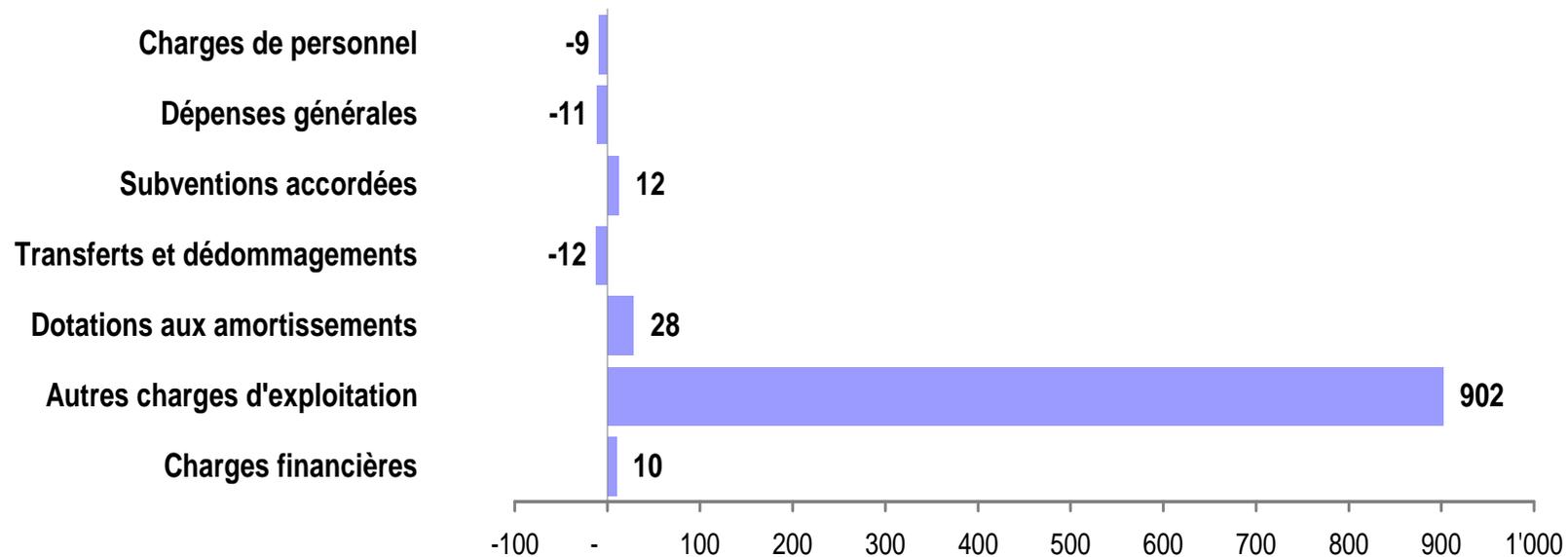
Synthèse des charges



- Le dépassement global est de **920 millions** par rapport au budget
- La provision pour la CIA et les mouvements d'autres provisions expliquent **867 millions** du dépassement

Stabilité voire recul des charges ordinaires

Écarts pour les charges entre les comptes et le budget voté



Les charges qui sont maîtrisables par l'administration sont stables, voire inférieures au budget

Recul des charges de personnel et des dépenses générales

- Les **charges de personnel** sont inférieures de **-0,4%** au budget, les postes prévus n'ayant pas été intégralement utilisés
- Les **dépenses générales** sont inférieures de **-2,5%** au budget, malgré les montants supplémentaires disponibles via les reports budgétaires

Subventions dans la cible du budget

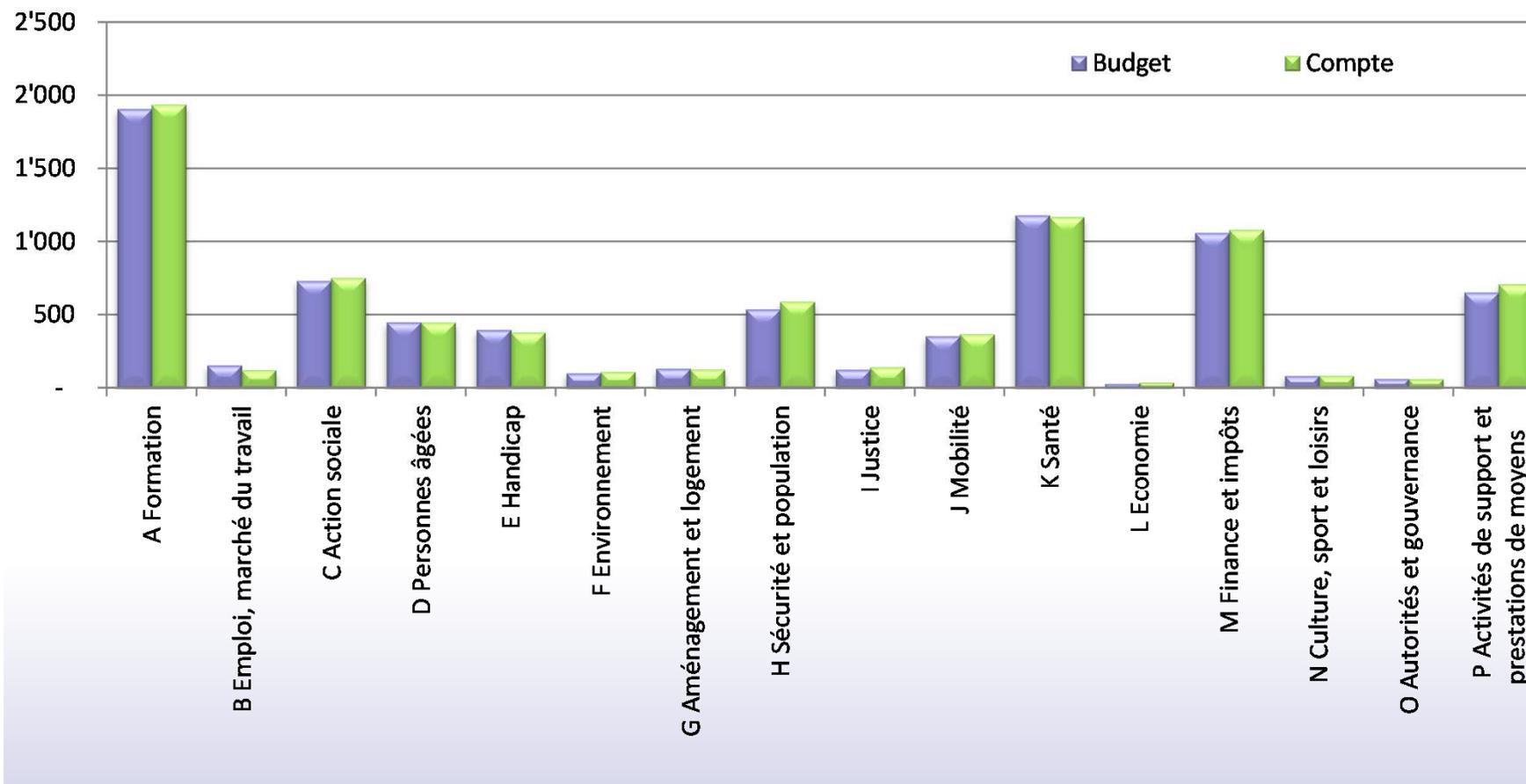
	C 2012	B2012	C2011	Var C2012/ B2012	Var C2012/ C2011
Indemnités	2'144	2'151	2'108	-0.3%	1.7%
Aides financières	120	127	91	-6.0%	32.3%
Allocations accordées à des tiers	1'243	1'210	1'163	2.7%	6.8%
Autres	28	30	23	-7.3%	22.6%
Subventions monétaires	3'534	3'518	3'384	0.5%	4.4%
Subventions non monétaires	217	221	231	-2.0%	-6.2%
SUBVENTIONS ACCORDEES	3'751	3'739	3'615	0.3%	3.8%

- Principaux dépassements: surcoûts liés à l'augmentation des bénéficiaires de l'aide sociale (+31 millions), au placement d'enfants (+15 millions) et aux formations scolaires spéciales (+7 millions)
- Malgré ces dépassements obligatoires, les subventions restent proches du budget (+0,3%)

Des comptes globalement proches du budget

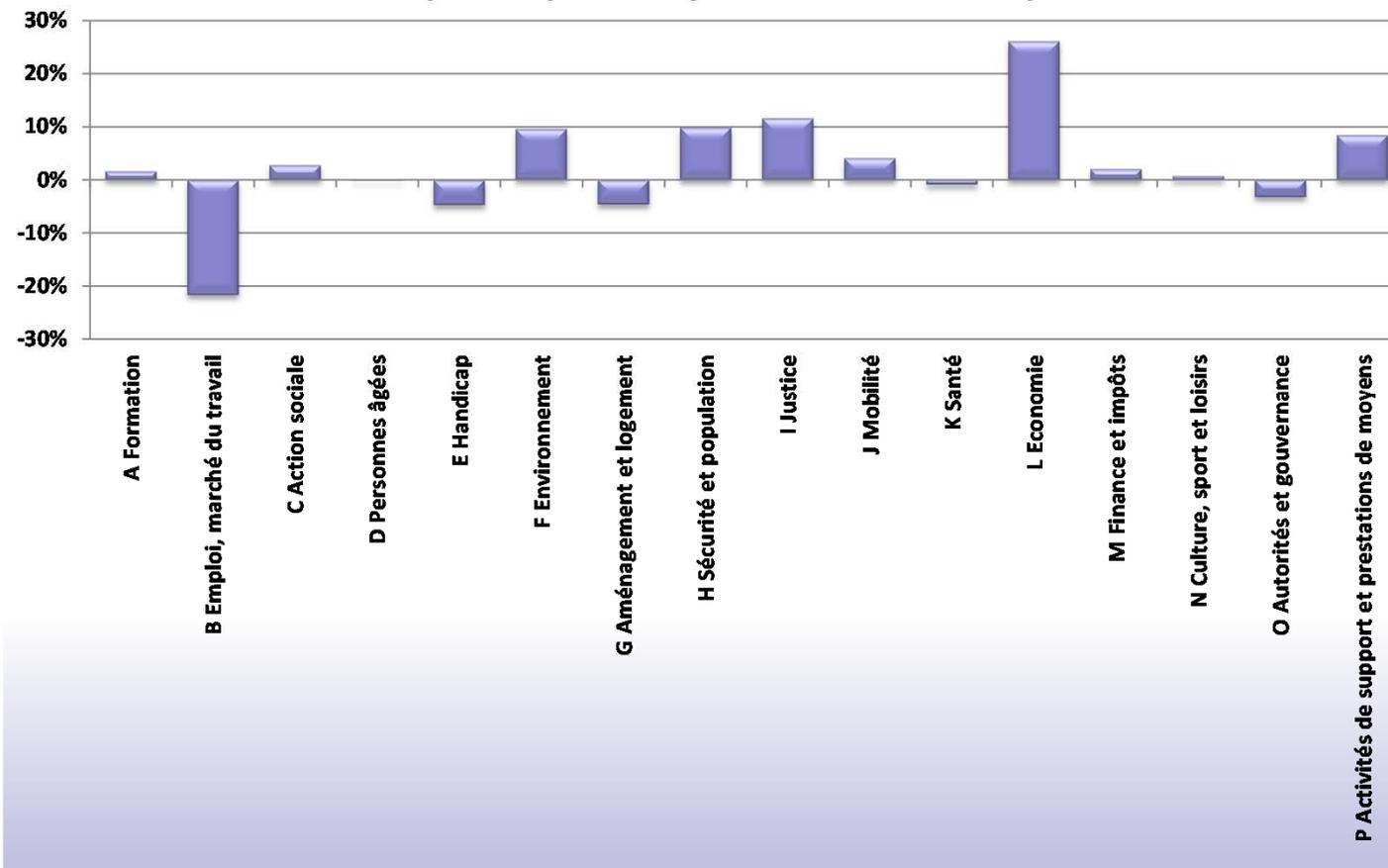
(millions CHF)

Comparaison des charges entre les comptes et le budget 2012
hors provision pour la recapitalisation de la caisses de pension



Écarts compte-budget par politique publique (%)

Variations entre le budget et les comptes 2012
hors provision pour la recapitalisation de la caisses de pension



- Les dépenses supplémentaires ont obtenu l'accord du Conseil d'État et une autorisation de la Commission des finances du Grand Conseil

Origine des principaux écarts compte-budget

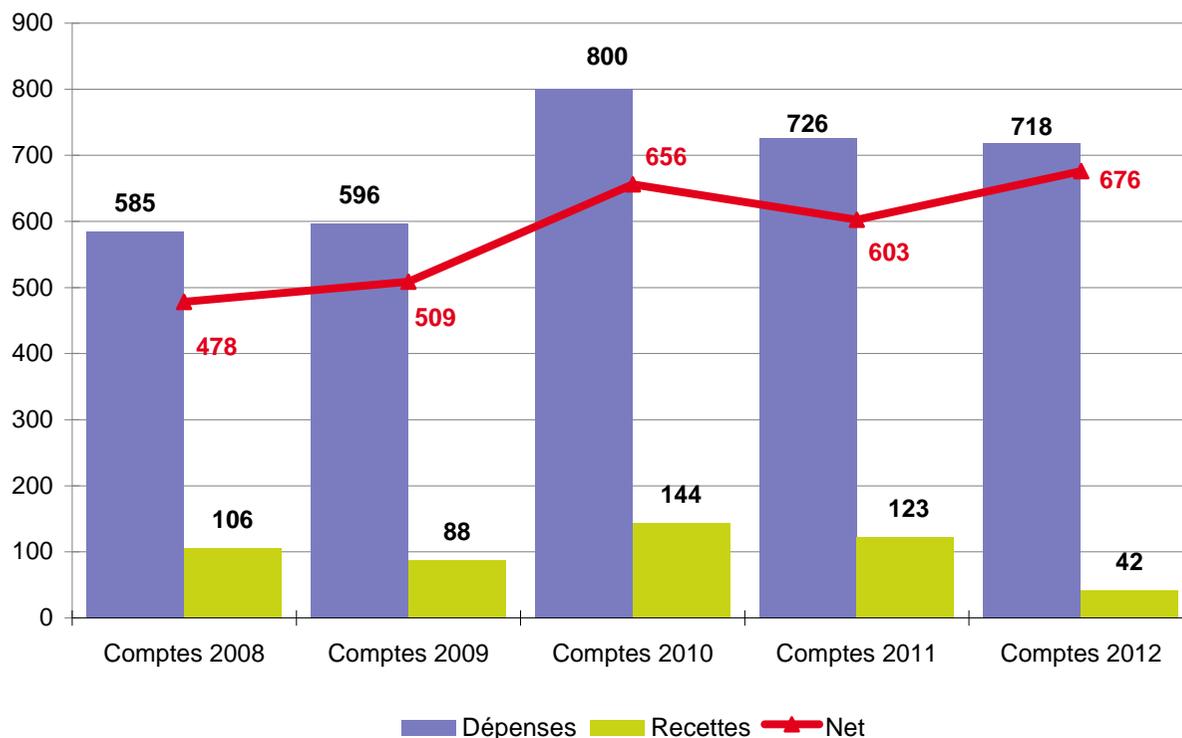
- **L - Économie**
restructuration de la Compagnie générale de navigation
- **F - Environnement**
dotations aux provisions (encouragement aux économies d'énergie)
- **H - Sécurité et population et I - Justice**
provisions et irrécouvrables du service des contraventions
- **B - Emploi et marché du travail**
non-dépensé résultant de la baisse du chômage

5. Stabilisation des dépenses d'investissements

Stabilisation à un niveau élevé

Evolution des investissements sur la période 2008-2012

(hors location financement et hors effets transferts d'actifs) en millions CHF

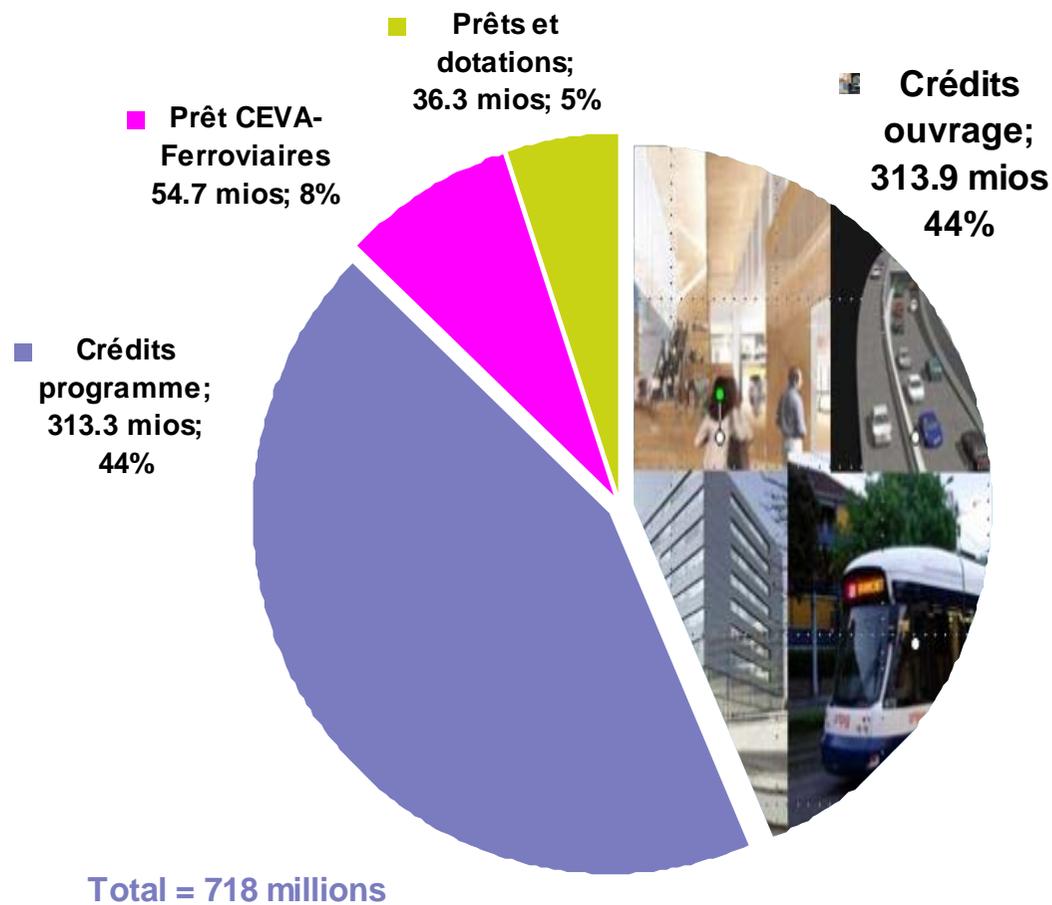


- Niveau record des **investissements nets**
- Relative stabilité des **dépenses brutes** (-1%)
- Diminution des **recettes** suite à l'aboutissement de grands chantiers financés par la Confédération (tramways)

Écarts par rapport au budget 2012

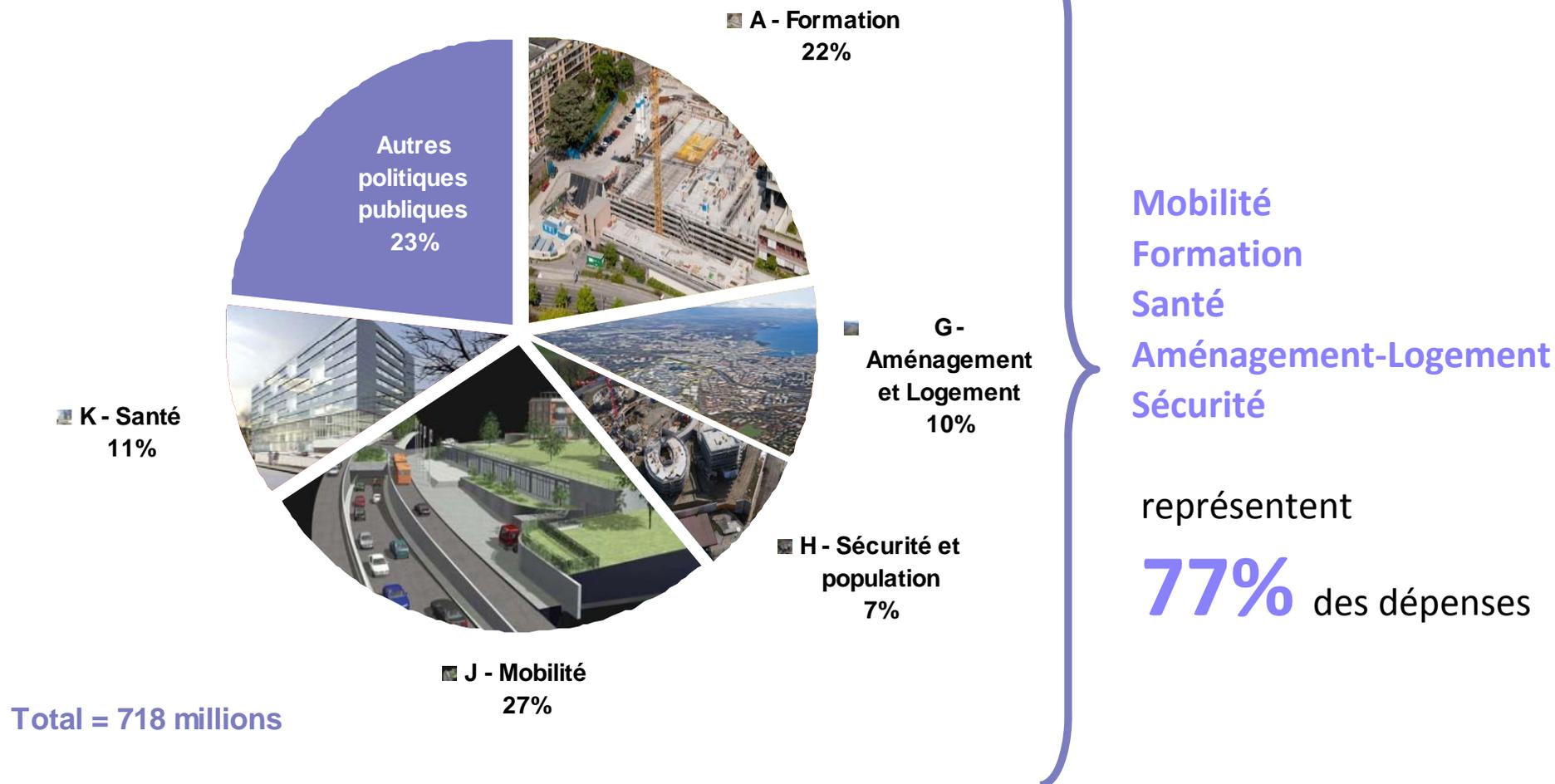
- Les **investissements nets sont inférieurs de 217 millions (-24%) au budget** par l'effet de la baisse des dépenses (-255 millions) et des recettes (-38 millions)
- Le **taux de réalisation** des investissements bruts prévus au budget diminue: **74%** en 2012, **79%** en 2011, **86%** en 2010
- Des recours, oppositions et retards de chantiers ont freiné l'avancement de plusieurs projets. Les reports pour le CEVA et le nouveau dépôt TPG expliquent 38% du non-dépensé

Investissements par catégorie



44%
des dépenses
d'investissements
concernent des
réalisations
nouvelles

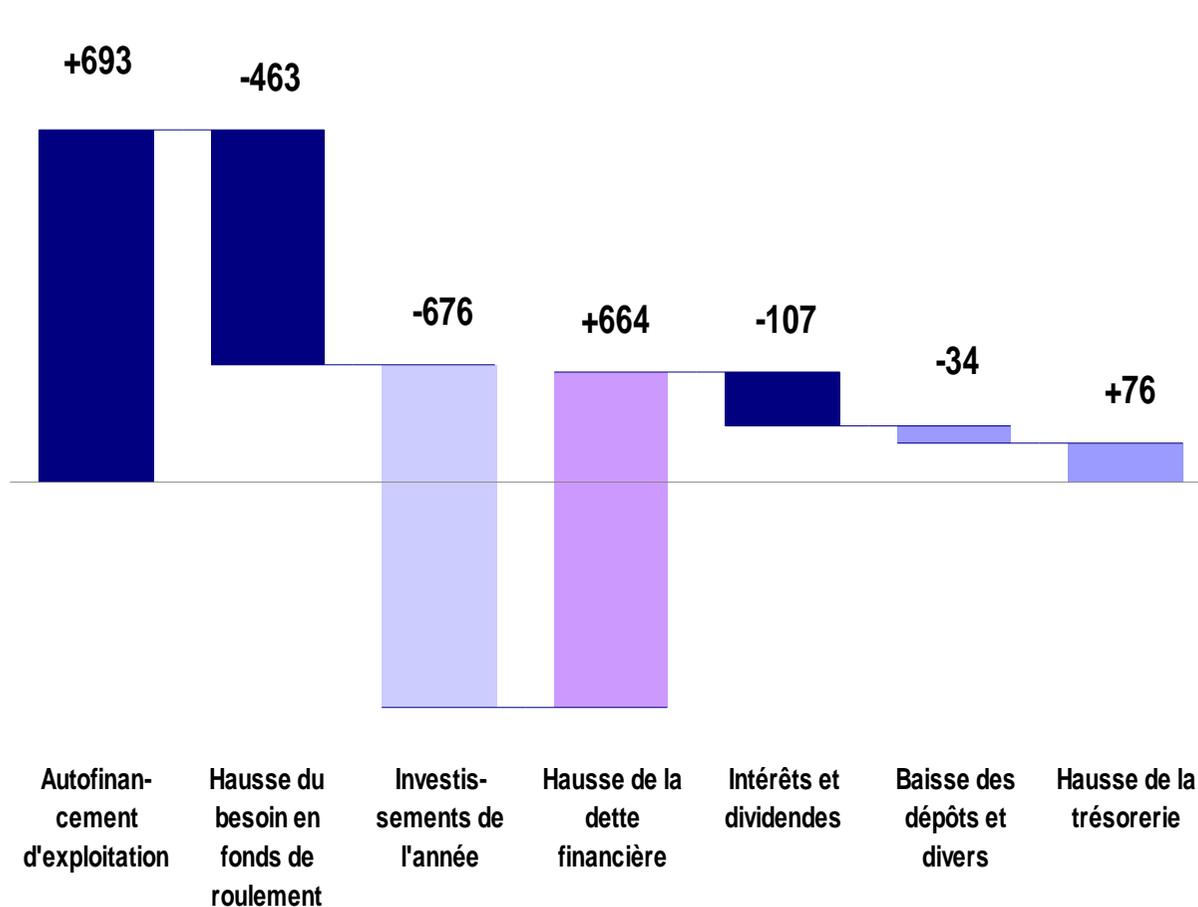
Investissements par politique publique



Total = 718 millions

6. Augmentation de la dette

Flux de trésorerie en 2012



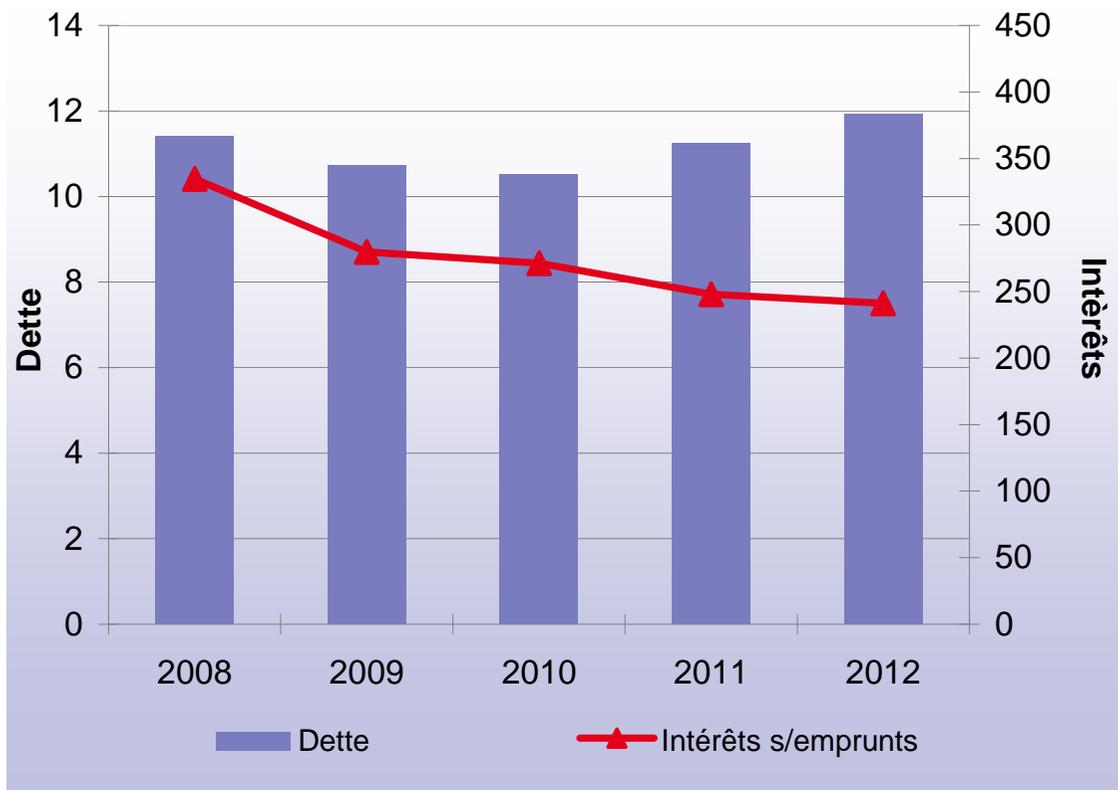
- L'**autofinancement lié à l'exploitation** s'améliore fortement (+693 millions contre +357 en 2011)
- Cette amélioration reflète celle des fondamentaux de l'économie
- La variation du **besoin en fonds de roulement** reste nettement défavorable (-463 millions en 2012 et -474 en 2011)
- Cette situation reflète l'augmentation des créances sur revenus fiscaux
- Les investissements nets ne sont **pas autofinancés par l'exploitation**, générant une augmentation de la dette

Évolution de la dette et de la charge d'intérêts

Evolution de la dette et des intérêts sur emprunts entre 2008 et 2012

en milliards CHF

en millions CHF



- La dette atteint **11,9 milliards** à fin 2012 (+657 millions)
- La **charge d'intérêts** reste modérée (241 millions) grâce au faible niveau des taux et à la stratégie prévoyante du Conseil d'État
- Entre 2011 et 2012, le **ratio** entre la dette et les revenus passe de **146%** à **151%**
- En 2005, ce ratio avait atteint un sommet à **209%**

7. Comptes consolidés

Qui est consolidé ?

La consolidation est une obligation des normes IPSAS



FPLC

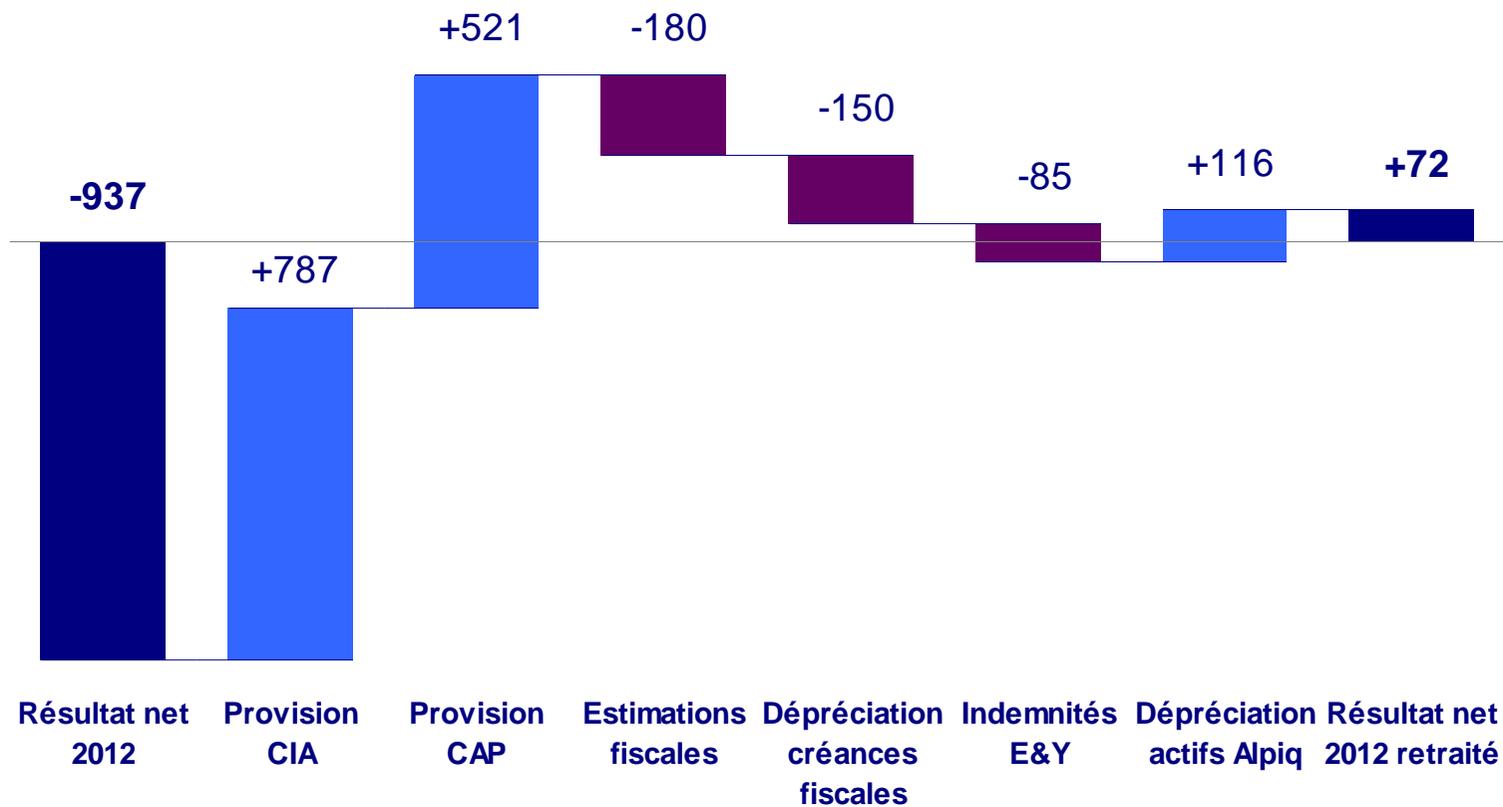


Forte dégradation du résultat consolidé

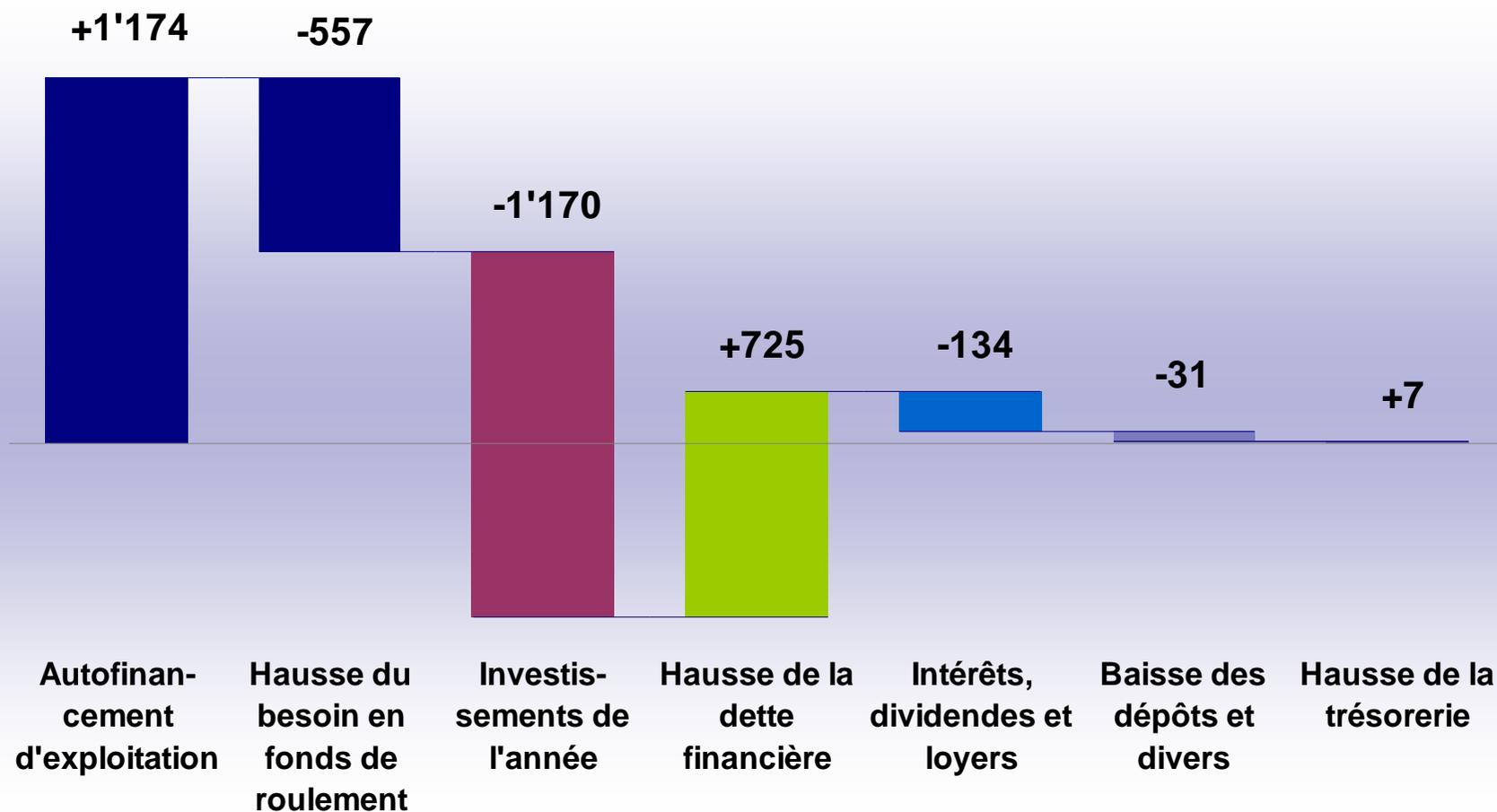
Les états financiers consolidés en bref

en millions CHF	2012	2011	Écart 12/11
Revenus	11'192	10'864	+ 3.0%
Charges	12'030	10'542	+ 14.1%
Résultat net	-937	224	- 518.3%
Flux de trésorerie libre	-553	-1'129	+ 51.0%
Investissements nets	1'170	1'518	- 22.9%
Total du bilan	29'181	28'134	+ 3.7%
Dette financière	14'838	14'119	+ 5.1%

Résultat hors éléments exceptionnels



Éléments principaux du flux de trésorerie 2012



Conclusion

Un résultat insatisfaisant... mais rassurant

- Le 2 avril 2012, le Conseil d'État présentait des comptes 2011 positifs (+193 millions) mais soulignait son **inquiétude pour 2012** au vu de la conjoncture
- Les comptes 2012 ne sont pas bons, mais les **perspectives sont nettement plus favorables** qu'il y a un an
- Hors éléments exceptionnels, le déficit a presque **diminué de moitié en un an**
- Cette évolution indique que **l'impact cumulé** de la crise financière mondiale de 2008-2009 et de la réforme fiscale de 2010 **est en passe d'être absorbé**

Pertinence de la politique anticyclique

- La **réserve conjoncturelle anticyclique** constituée en période de bonne conjoncture se montait à **1'042 millions de francs** à fin 2011
- Après le déficit de 460 millions inscrit dans les comptes 2012, la réserve demeure dotée d'un montant conséquent de **582 millions de francs**
- Ce montant correspond au plafond autorisé des excédents de charges potentiels présentés dans les budgets à venir (LGAF, article 7)
- Il devrait permettre de **faire face** aux éventuels déficits du prochain plan financier quadriennal jusqu'au retour à l'équilibre

Faire face aux défis à moyen et long terme

- **D'importants défis** attendent Genève, en particulier la réforme de la fiscalité des sociétés et ses conséquences à l'horizon 2017-2018
- Pour pouvoir relever ces défis, le canton ne devra pas se contenter de viser le retour à l'équilibre, mais se donner les moyens de dégager des **excédents de fonctionnement** au cours des exercices ultérieurs
- La poursuite d'une **gestion prudente des dépenses de fonctionnement** s'impose de manière durable
- Le niveau global des **dépenses d'investissements devra être contenu** pour maîtriser l'évolution de la dette et les charges de fonctionnement induites

Des choix politiques déterminants

- Le Conseil d'État a **fait le pari** de défendre en période de crise une **baisse d'impôts** en faveur des familles et une forte **augmentation des investissements** pour rattraper les importants retards au niveau des infrastructures
- Malgré la crise mondiale et malgré une baisse d'impôts de l'ordre de 10%, **les revenus fiscaux progressent en moyenne de près de 3% depuis 2005**, soit le rythme moyen sur lequel le Conseil d'État tablait dès 2006
- Au vu de l'amélioration du résultat hors événements exceptionnels et des perspectives relativement favorables, **ce choix s'avère payant**
- Aujourd'hui, l'État de Genève n'est **pas en difficulté** mais il **reste vulnérable** en cas de nouvelle crise mondiale majeure



Questions...